

Le Conseil d'État français cautionne la double destruction d'Israël et de la France

Par Lucien SA Oulahbib

En « suspendant » la dissolution de deux officines djihadistes palestiniennes qui soutiennent par exemple, et selon les dires mêmes du Ministère de l'intérieur, les actions du Hamas, du Hezbollah, et du Jihad islamique, et qui appellent dans leur Charte à la destruction d'Israël (*par exemple celle du Hamas*), le Conseil d'État français (*cette « démocratie défailante »*) opère froidement, cyniquement, deux poids et deux mesures puisqu'il n'a pas eu la même bienveillance concupiscente envers Génération Identitaire dont le but n'était pas de détruire la France ni même l'islam (*G.E est d'ailleurs issue de la mouvance ultranationaliste pro-palestinienne*), mais d'avoir défendu la Constitution française en refusant que ses frontières terrestres ne deviennent une passoire.

Cette *djihadisation* accélérée des institutions françaises, symbolisée indirectement d'ailleurs par l'adoubement d'un candidat LFI à Villeurbanne, et le fait que le voile serait « féministe » selon l'actuel Président de la République (*franco-européenne puisque seul l'hymne de l'UE a été joué sur le Champ de Mars le soir du second tour*) cette décision suspensive légitime en quelque sorte ce puissant mouvement de soumission orientaliste de toute l'intelligentsia française que l'on voit d'ailleurs inscrite jusque dans les livres scolaires d'histoire (*jusqu'au Collège de France avec un Laurens*) à lire la manière dont la conquête arabo-musulmane et le conflit israélo-arabe sont édulcorés ou uniquement à charge contre Israël, le christianisme, les « colons » français...

Mais un tel discours pourtant objectif est bien sûr balayé d'un revers de main par les nouveaux dhimmis maquillés en Montaigne de pacotille qui payent d'ailleurs leur dîme par cette suspension, sans oublier les subventions généreuses « données » à des structures associatives qui loin de participer à l'apaisement des conflits les attisent jusqu'à ce que de plus en plus les quartiers dominés par le djihadisme mélenchoniste se vident de leurs populations avides de vivre la culture française, qu'elles soient natives ou étrangères...

À croire qu'en sus du passe sanitaire et bientôt de sa version climatique (*déjà symbolisée par le « smart Citizen Wallet »*), une version « phobie » et ses diverses variantes verra le jour, le Conseil d'État l'adoubant bien sûr comme il l'a fait avec la loi du 5 août 2021 qui a aboli la Déclaration des droits de l'Homme (*et du citoyen*) avec le soutien, il est vrai, du Conseil Constitutionnel, et ce dans l'indifférence quasi générale à voir l'élection de son principal fossoyeur. Celui-ci a décidément de plus en plus le profil d'un croque-mort (*plutôt que d'un banquier aux poches trouées de toute façon*) prenant, comme dans *Lucky Luke*, les mesures du cadavre encore *show* de ce trois-quarts de la Nation française (*il n'a été « élu » que par moins d'un tiers des inscrits*) considéré comme étant, en état, un pilier *foncièrement* « d'extrême droite ». Ceci implique de le liquider le

plus vite possible, quitte à se servir d'une bombe nucléaire tactique russe pour ce faire, égalant alors ces tyrans ayant fait de leur pays du matériel permettant de créer une œuvre, pensez ! « E=M.C.2 ou celui qui a dissous la France » à la vitesse des Lumières... S'éteignant au fur et à mesure que le souffle atomique « nous » pulvérisera... Qui « nous » ?

Telle est, toujours, la question...